

> L'AVIS DE CINQ DÉCIDEURS SUR LES

# DÉFIS EUROPÉENS

À la suite des récents développements économiques et géopolitiques mondiaux, il est plus que jamais impératif pour l'Union européenne (UE) de renforcer la compétitivité internationale des entreprises belges et européennes, afin de préserver la position de l'UE en tant que terre d'entrepreneuriat, d'innovation et d'investissement.

Dans cette édition consacrée à l'importance de l'UE pour les entreprises belges, il nous a donc paru essentiel de présenter les points de vue d'un panel diversifié sur les principaux défis auxquels les entreprises européennes sont actuellement confrontées.

1. QUE DOIT  
FAIRE L'UE POUR  
RENFORCER LA  
COMPÉTITIVITÉ  
INTERNATIONALE  
DE NOS  
ENTREPRISES ?





© AmCham EU

**Susan Danger**

CEO, American Chamber of Commerce to the EU (AmCham EU)



© Lenoir Photography

**Esther Lynch**

Secrétaire générale, Confédération européenne des syndicats (CES)



© Fred Merz / Lundi13 / Syensqo

**Ilham Kadri**

CEO, SYENSQO



© Bernal Reiert BR&U 2022

**Karel Lannoo**

CEO, Centre for European Policy Studies (CEPS)



© Fred Debrock

**Thomas Laysen**

Président de Mediahuis et ancien président de la FEB

L'incertitude mondiale, les lourdes contraintes réglementaires, les tendances protectionnistes et la croissance atone ont créé un environnement difficile pour les entreprises en Europe. Une refonte totale de l'agenda européen est nécessaire afin de renforcer l'attractivité de la région. Et cela commence par la réaffirmation de l'importance d'un marché intérieur compétitif, numérique et durable, ainsi que d'une approche ouverte en matière de commerce. L'UE doit faciliter la tâche des entreprises qui souhaitent investir dans la région.

Il est nécessaire d'établir une politique industrielle européenne solide axée sur des emplois de qualité, avec des investissements substantiels et des conditionnalités sociales fortes (voir notre résolution sur [www.etuc.org](http://www.etuc.org)).

L'Europe doit être compétitive en étant la meilleure et non la moins chère. En d'autres termes, il convient de privilégier l'investissement à la déréglementation. Des emplois de qualité, de bonnes conditions de travail, ainsi que le dialogue social et la négociation collective, constituent des éléments essentiels de la compétitivité. Lorsqu'ils sont solides, les économies performant mieux.

Prendre au sérieux la compétitivité signifie s'engager pleinement pour des services et des administrations publics, une protection sociale, ainsi que des services de logement, de transport et de garde d'enfants performants. Ce sont autant d'éléments cruciaux pour une économie compétitive.

Nous nous trouvons à un moment charnière pour mettre la compétitivité de l'industrie au cœur de l'Europe. Toutes les entreprises européennes sont confrontées non seulement à un environnement concurrentiel sans précédent, mais aussi aux coûts de la transition énergétique. Or, la réussite du Green Deal dépend largement de l'industrie chimique, car c'est elle qui permet la transition.

Plus de 1200 entreprises, associations et syndicats à travers l'Europe ont signé la Déclaration d'Anvers pour un Pacte industriel européen<sup>1</sup> en complément du Green Deal. Cet appel aux dirigeants européens comprend dix actions visant à garantir la transition écologique dans une industrie européenne résiliente et durable.

La recette pour renforcer la compétitivité des entreprises européennes est bien connue et a déjà été longuement discutée ces derniers mois : plus d'Europe. Les partis d'extrême droite et anti-UE étant plus largement représentés à la suite des élections européennes, cela sera cependant plus difficile qu'auparavant.

Comme l'a indiqué Enrico Letta dans son rapport, l'UE n'a pas encore de véritable marché intérieur, les marchés nationaux étant toujours trop prédominants. La réglementation européenne y est appliquée de manière trop disparate et les autorités de contrôle sont trop nombreuses. Il est tragique que l'UE soit aux prises avec cette réalité depuis plus de 30 ans, et qu'une prise de conscience générale de la perte de sa puissance économique mondiale doive conduire à y remédier de manière urgente. Les États membres appliquent encore trop peu les principes du marché intérieur, à savoir la reconnaissance mutuelle des réglementations et la libre circulation des biens, des services et des personnes. Concrètement, cela signifie que les entreprises doivent pouvoir se déplacer, se consolider et se développer librement sur le marché intérieur. Malheureusement, il s'avère que cela reste extrêmement difficile dans la pratique.

Tout d'abord, le marché unique doit être achevé. Le récent rapport d'Enrico Letta est le principal fil conducteur en la matière. Mais les États membres ont également une responsabilité importante : ils doivent enfin cesser d'étoffer ou de renforcer les règles européennes, c'est-à-dire de pratiquer le 'gold-plating'. De même, l'UE doit travailler davantage avec des règlements, plutôt qu'avec des directives qui restent sujettes à interprétation dans chaque État membre.

Deuxièmement, la politique de concurrence doit être repensée sur certains points. Nous devons favoriser le 'leadership' européen. Comment voulons-nous (et pouvons-nous) encore être reconnus mondialement dans le secteur des télécommunications si l'Europe compte encore des dizaines d'opérateurs distincts, alors que les États-Unis n'en ont que trois et la Chine deux ?

Troisièmement, l'Europe doit revoir certaines réglementations. Je suis un fervent partisan du Green Deal européen, et il doit certainement être appliqué. Mais d'autres directives telles que la CSDDD (Corporate Sustainability Due Diligence Directive) menacent d'entraîner une telle charge administrative qu'elles désavantageront réellement les entreprises européennes sur le plan de la compétitivité.

<sup>1</sup> Voir [www.antwerp-declaration.eu](http://www.antwerp-declaration.eu)



## 2. COMMENT L'UE PEUT-ELLE FAIRE FACE AUX RISQUES GÉOPOLITIQUES, QUI ONT DES RÉPERCUSSIONS NÉGATIVES SUR L'ÉCONOMIE ET LE COMMERCE INTERNATIONAL ?

### Susan Danger

CEO American Chamber of Commerce to the EU (AmCham EU)

L'UE doit continuer à jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale. La coopération avec des partenaires qui partagent ses valeurs, tels que les États-Unis, doit constituer un élément essentiel du programme de politique extérieure. L'UE doit s'efforcer de renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement mondiales par le biais d'un réseau ambitieux d'accords de libre-échange. Il sera essentiel de trouver l'équilibre entre une prise de position affirmée et des politiques d'ouverture pour atténuer les effets négatifs de l'instabilité du climat mondial.

### Esther Lynch

Secrétaire générale, Confédération européenne des syndicats (CES)

Pour renforcer la position de l'Europe, protéger les emplois et en créer d'autres de qualité, il est urgent d'instaurer une politique industrielle européenne forte qui permettrait d'assurer des emplois de qualité couvrant tous les secteurs et toutes les transitions (cf. notre résolution).

Nous appelons à l'introduction d'un outil d'investissement permanent au niveau de l'UE afin de garantir les ressources nécessaires dans tous les secteurs, ainsi que dans tous les États membres et toutes les régions.

Les investissements des entreprises devraient être liés au succès de la main-d'œuvre, ce qui implique des garanties d'implication des syndicats, assorties de droits à une transition juste pour les travailleurs, comme le droit à la formation.

Il est également primordial de veiller à ce que la politique commerciale de l'UE soutienne la politique industrielle et garantisse des conditions de concurrence véritablement équitables.

## 3. QUEL MESSAGE SOUHAITEZ-VOUS ADRESSER À LA PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE ?

Depuis de nombreuses années, les entreprises américaines considèrent l'Europe comme une destination d'investissement de choix. La stabilité, l'accès à un vaste marché intérieur de plus de 400 millions de consommateurs, des universités et des instituts de recherche de renommée mondiale, ainsi qu'une main-d'œuvre hautement qualifiée et productive, sont autant de piliers qui plaident en faveur d'investissements en Europe. Ces éléments ne peuvent plus être tenus pour acquis. Nous avons besoin de leadership pour améliorer la compétitivité de l'Europe.

Il est important de noter qu'attirer des investissements n'est pas une fin en soi. La réussite économique aboutit à la prospérité et à la sécurité. Elle crée les conditions indispensables à la prospérité des communautés et au bien-être des citoyens. Le monde des entreprises a un rôle clé à jouer pour y parvenir, mais nous avons besoin d'un environnement réglementaire propice.

Les institutions européennes doivent prendre des mesures urgentes afin de combattre l'insécurité qui se cache derrière la colère et la peur croissantes dans notre société. Toutes les forces démocratiques doivent se rallier à un projet porteur d'espoir pour offrir des emplois de qualité, ainsi que de meilleures conditions de travail et de vie.

Nous appelons la présidente de la Commission européenne à (cf. notre manifeste pour les élections européennes sur [www.etuc.org](http://www.etuc.org)) :

- Prendre des initiatives pour créer des emplois de qualité dans tous les secteurs et toutes les régions, et proposer des initiatives concrètes afin d'aider les entreprises à améliorer les conditions de travail ;
- Effectuer des investissements et instaurer des droits pour une transition juste et pour nos objectifs sociaux ;
- Développer une politique industrielle forte pour des emplois de qualité et assurer d'excellents services publics ;
- Soutenir les syndicats, le dialogue social, la négociation collective et la démocratie au travail ;
- Rejeter toute tentative de revenir en arrière en matière de droits et de normes ;
- N'afficher aucun soutien ni participer au programme de l'extrême droite.

**Ilham Kadri**  
CEO, SYENSQO

Aujourd'hui, l'industrie européenne perd du terrain. Si nous voulons rester compétitifs par rapport aux autres acteurs mondiaux, nous avons besoin d'un cadre qui accueille favorablement les investissements de l'industrie en Europe. Nous demandons, entre autres, un inventaire des instruments politiques disponibles pour lutter contre la concurrence déloyale provenant de l'extérieur de l'UE, et la création d'un poste de Premier Vice-Président chargé de la mise en œuvre du Pacte industriel européen.

Ces dernières années, l'Europe a perdu sa position de plus grand producteur mondial de produits chimiques au profit de la Chine, dont les exportations augmentent de manière exponentielle, ce qui met en danger des chaînes de valeur stratégiques européennes. Mais je reste optimiste pour l'Europe. C'est le continent de l'industrie, de l'innovation et du talent. Je suis convaincue qu'il existe encore une marge de manœuvre pour la relance industrielle, afin de maintenir la compétitivité et de rester au niveau des autres grandes économies. Mais il n'y a plus de temps à perdre.

**Karel Lannoo**  
CEO, Centre for European  
Policy Studies (CEPS)

La montée des tensions dans le monde constitue un argument supplémentaire en faveur d'une Europe plus forte. Cela nécessite une harmonisation de la politique étrangère, de la défense et de la politique commerciale. Celle-ci est également sur la table depuis longtemps, mais difficilement réalisable dans la pratique. La menace russe l'a clairement mis en évidence, mais après plus de deux ans de guerre en Ukraine, les progrès sont encore trop limités et trop lents. En ce qui concerne la politique commerciale, l'Europe doit parvenir à plus de réciprocité dans l'accès aux autres marchés.

Le message que j'adresse à la présidente de la Commission européenne et aux commissaires est clair : renforcez la position de l'UE en interne par une application correcte de la législation européenne, et en externe par le biais d'une défense européenne unique et d'une voix univoque dans le monde. Nous ne pouvons plus nous permettre de palabrer davantage.

**Thomas Leysen**  
président de Mediahuis  
et ancien président de la FEB

Cela ne sera pas facile. Surtout si Donald Trump est élu ; l'Europe sera relativement isolée sur la scène internationale. Que nous le voulions ou non, la réponse devra être un renforcement de l'Union si nous ne voulons pas être coincés entre les États-Unis et la Chine. Un effort de défense plus important sera également nécessaire, compte tenu de la menace posée par la « Russie de Poutine » qui pourrait peser encore longtemps. Nous devons continuer à lutter pour des échanges commerciaux aussi libres que possible, tout en veillant à prendre en compte les considérations environnementales (par exemple, avec des mécanismes tels que le CBAM - Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières).

Continuez à miser sur le Green Deal et l'innovation, œuvrez pour plus de revenus propres pour l'UE, réformez les processus décisionnels au sein de l'Union (surtout à la lumière d'une éventuelle nouvelle expansion) et réduisez systématiquement les obstacles administratifs qui désavantagent nos entreprises sur le plan concurrentiel.

